



CONSULTANT/EXPERT EN SECURITE H/F - DAKAR - SENEGAL

L'ASSOCIATION ALIMA

The Alliance for International Medical Action (ALIMA) est une organisation médicale internationale fondée en 2009. ALIMA a pour objectif de produire des soins médicaux de qualité dans des zones de forte mortalité et d'améliorer la pratique de la médecine humanitaire en développant des projets innovants associés à de la recherche médicale. La particularité de l'association est de fonder son mode opératoire sur le partenariat, principalement avec des acteurs médicaux nationaux. En mutualisant et capitalisant leurs compétences, ALIMA et ses partenaires permettent l'accès à des soins de qualité au plus grand nombre.

Depuis sa création, l'association et ses partenaires ont su se développer à la mesure de l'augmentation des besoins humanitaires médicaux, notamment en Afrique de l'Ouest et Centrale : 650 000 patients ont été traités en 2015, une nouvelle gouvernance entre les partenaires se construit au sein de la plateforme des ONG médicales, de nouveaux projets de recherches opérationnelles sont menés. En 2015, ALIMA a mené 25 projets dans 7 pays, employé 35 personnes au siège opérationnel de Dakar et plus de 1 200 personnes dont 150 personnels expatriés sur le terrain.

Actuellement, ce portfolio de projets est géré par 3 équipes basées à Dakar : 2 cellules de programmes réguliers (une cellule = responsable cellule, médecin référent, responsable logistique, responsable finances, responsable ressources humaine) et un service de projets urgences.

Les départements en support aux opérations

Le département des opérations est constitué de deux desks réguliers et d'un service des urgences.

Le premier Desk coordonne les opérations au Niger, Tchad, République Démocratique du Congo et Cameroun et le second Desk appuie les programmes au Burkina Faso, Mali, République Centrafricaine et de la Guinée.

Afin de permettre de déployer une réponse médicale flexible face aux besoins humanitaires grandissants, ALIMA a ouvert **un service des urgences** en 2016. L'organisation est ainsi en mesure de déployer en 24h des équipes médicales capables de mener des missions exploratoires lors d'épidémies, déplacements de population ou de conflits armés.

Un service supply fournit un support au personnel de terrain concernant les domaines de la construction, de l'hygiène-eau-assainissement et de l'approvisionnement en matériel, tant médical que non médical.

Le service médical veille au suivi et à l'analyse des activités médicales afin d'améliorer la qualité des soins fournis aux patients. Il assiste le personnel en mission sur le terrain sur divers volets techniques médicaux (médecine générale ou spécialisée, chirurgie, gestion de la pharmacie, paludisme, malnutrition, etc.).

Un pôle recherche coordonne des projets de recherches opérationnelles afin de proposer des solutions innovantes aux problématiques sanitaires rencontrées sur les terrains humanitaires et apporter les meilleurs soins possibles à nos patients.



CONTEXTE :

La prise de risque fait partie de notre métier : risques liés à notre activité médicale et risques liés aux contextes instables dans lesquels nous évoluons. Pour autant, nous ne sommes pas la population professionnelle la plus à risque, les pompiers ou encore les journalistes qui suivent les conflits le sont bien davantage.

Depuis la naissance d'ALIMA en 2009, nous avons subi des épisodes violents liés à des conflits y compris des morts violentes.

- En 2012, Aimé, administrateur tchadien a été tué lors d'un enlèvement au Niger. Enlèvement lors duquel 3 de ses collègues ALIMA/BEFEN et 2 personnes d'une autre ONG, ont été kidnappés et retenus otages au Mali pendant 3 semaines.
- En RCA en 2015, un chauffeur a été blessé à coups de couteau sur la route de Boda et une équipe a été violentée, frappée lors d'une évacuation de Bimbo en banlieue de Bangui.
- D'autres situations d'insécurité ont été connues par nos équipes au Nord Mali, RCA, Tchad, Burkina Faso ou encore en Guinée qui n'ont pas donné lieu à des incidents graves.

Nous n'avons pas eu de personnes infectées par Ebola dans le cadre de notre travail mais des proches avec qui nous collaborions ont été infectés : 2 hygiénistes de la Croix Rouge Guinéenne et un chauffeur de l'ambulance de l'hôpital de Nzérékoré. Deux sont décédés.

De nombreux accidents de la route ont entraîné des blessures, en RDC et Niger notamment, pour du personnel ALIMA ou des tiers.

Cette liste d'incidents répertoriés est présentée, entre autres, pour montrer la diversité des dangers demandant des attentions particulières car souvent diversifiés et très dépendants de chaque contexte, chaque situation. Cela souligne les nombreux aspects à considérer pour obtenir des résultats en gestion de la sécurité, à commencer par l'identification des menaces et leurs évolutions.

Aujourd'hui, la sécurité chez les humanitaires prend une tournure plus professionnelle, plus codifiée. Pour autant, il nous semble que le paradigme actuel ne repose pas assez sur les disparités des dangers, et donc les solutions à apporter pour les réduire qui doivent être au plus proche de la compréhension de terrain et prôner la proximité de décision pour la prise de risque et la réduction des dangers.

Les procédures mises en œuvre chez nous, comme chez bien d'autres, nous paraissent parfois trop normatives et ne tenant pas assez compte des contextes et de l'analyse claire des dangers. Pour exemple, on cherche très souvent dans la géopolitique des réponses qui se trouvent souvent dans la politique de proximité. De nombreux incidents de sécurité sont à mettre au compte de collaborations infructueuses entre un acteur de l'aide et un groupe ou un individu violent (Gestion RH, Soins d'un patient, Non-respect d'une règle implicite locale ...).



Par ailleurs, il faut bien définir la place des outils de gestion de la sécurité. Si les matrices d'analyses des risques, les guides de gestion de la sécurité, les rapports d'incidents, sont autant d'outils nécessaires, ce qu'on en attend doit être clair pour toutes les personnes en charge de la sécurité. Ces outils ne sont pas une fin en soi mais bien une partie des éléments qui permettent la continuité de l'information (challenge dans nos missions qui connaissent souvent des forts turnovers des cadres) et l'aide à la décision. Ils ne doivent pas laisser penser que le risque est réductible à zéro mais ils doivent aider à l'appréhender, le comprendre et aider à la décision lors des moments critiques.

Ces outils sont aussi trop souvent un vecteur de centralisation et de verticalisation des décisions ayant un lien avec la sécurité. Pour bien appréhender la complexité et la proximité des problématiques sécuritaires, nous revendiquons que les décisions doivent, tant que possible, être prises au plus près du terrain, par l'équipe projet en priorité, puis, si nécessaire, la coordination ou le siège. L'expérience montre que les outils de gestion de la sécurité, mal utilisés, aboutissent à répartir de façon tronquée les responsabilités. Schématiquement on pourrait le décrire ainsi : aux équipes terrain la responsabilité de remplir ces outils, aux équipes siège celle de les analyser et de les utiliser pour prendre les décisions.

De par la nature multiple des facteurs et l'incertitude que cela entraîne, il paraît évident à tous que seule une appropriation commune des éléments de la réduction des dangers et de la prise de risque est nécessaire.

La pratique se réduit parfois à une délégation, où l'analyse et les recommandations seraient du ressort unique du chef de mission et la garantie d'application du ressort du coordinateur logistique, réglementées par le siège et dont ils auraient seuls la charge. On peut ainsi questionner notre adéquation avec la portée collective requise par cette démarche première si la responsabilité se réduit à quelques-uns pour la production du Guide Sécurité et la dynamique réduite au seul personnel international.

L'histoire montre que cette représentation de nous-même et des aspects supposés positifs de ce que nous portons, n'a de valeur que dans sa validation par notre environnement d'intervention. L'explication, la négociation de l'espace de travail est primordiale. Celle-ci vient en partie de la qualité du service rendu aux populations. Et doit avant tout être la responsabilité des équipes projet.

D'un autre côté, nous estimons que ces outils sont nécessaires et doivent donc être bien utilisés. Aujourd'hui, nos outils sont assez disparates, pas toujours complets ou bien adaptés. Par ailleurs, la logistique nécessaire pour bien appliquer les principes de gestion des risques est parfois défailante chez ALIMA, entre autres cause de difficultés de financement mais pas uniquement.

Revoir les documents et la logistique appliquée paraît important, mais plus primordial encore il faut revoir la dynamique de la perception des dangers par chacun ainsi que la perception des risques. Les positionnements et négociations pour limiter risques et dangers sont plus que nécessaires. Formaliser et diffuser notre approche de la sécurité chez ALIMA, en prenant en compte la nécessité



d'une approche locale/décentralisée et l'application des bonnes pratiques reconnues, nous semble aujourd'hui nécessaire.

TYPLOGIE DU POSTE :

LIEU DU POSTE : Dakar, avec quelques déplacements à prévoir

ALIMA prend de l'ampleur et donc accroît sa surface de risque avec l'augmentation des lieux d'action, du nombre d'équipes déployées. La volonté de faire plus d'urgence, donc souvent dans des contextes d'insécurité, ainsi que les troubles permanents en Afrique de l'Ouest sont d'autres sources potentielles de danger.

C'est dans ce cadre que nous trouvons utile et pertinent de faire un état des lieux, de réfléchir sur les stratégies, outils, formations et coaching que nous pourrions mettre en place sur nos projets en tenant compte des contextes de sécurité spécifiques et de la durée de nos missions.

Le CA a demandé à la Direction des Programmes de mettre cela en avant et de rendre des comptes sur le sujet et c'est un des points clairs du plan opérationnel 2016.

MISSIONS ET ACTIVITES PRINCIPALES

- Travail de deux (2) mois d'une personne expérimentée dans l'action humanitaire sur des contextes de guerre et d'insécurité ;
- Mission pilotée par la direction des programmes ;
- Entretiens avec des personnes de Dakar, de la coordination et du terrain sur leur perception individuelle et collective de l'appréhension des dangers et de la prise de risque chez ALIMA ;
- Assister à des briefings/débriefings liés à des contextes d'insécurité ;
- Etat des lieux des documents et outils existants sur chacun de nos terrains liés à la gestion des risques ;
- Regard sur le positionnement des opérations, connaissance des contextes, réseaux existants ;
- Visite d'une mission avec contexte instable.

OBJECTIFS :

- Formaliser l'approche de la gestion des risques chez ALIMA ;



- Réaliser un état des lieux de la culture de la prise de risque et de l'appréhension des dangers au sein de nos équipes. Revisiter les outils utilisés pour voir leur adaptation (guide, annexe, briefing, autres) ;
- Etablir des recommandations pour améliorer notre capacité de négociation et de réponses aux menaces de nos environnements d'intervention ;
- Identifier les points de blocage et apporter des pistes de réponses pour garantir la mise en œuvre et l'adaptation des moyens d'application des précautions Proposition d'évolution des outils existants, des briefings, des formations et de schéma de diffusion de ces modifications.

FORMATION ET COMPETENCES

Formation et expérience :

- Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise en gestion de la sécurité, de la gestion, de administration publique, des affaires internationales, du droit ou dans un domaine apparenté...
- Au moins dix (10) années d'expérience professionnelle, à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés, dans le domaine de la gestion de la sécurité auprès d'une organisation internationale sont exigées.
- Une expérience dans le domaine de la gestion des risques pour la sécurité au sein d'une organisation internationale est souhaitable.

Une expérience dans le domaine de la sécurité au travail et de la résilience de l'organisation (gestion de crises et de la continuité des opérations) est souhaitable. Qualité du candidat :

- Capacité de management et de formation
- Esprit d'équipe et d'initiative, autonomie
- Capacité de management d'une équipe de coordinateurs
- Bonne compréhension des programmes humanitaires médicaux

Langues : La maîtrise du français et de l'anglais (lu, écrit, parlé) est indispensable.

CONDITIONS

Durée du contrat : Contrat à durée déterminée d'une durée de deux (2) mois

Prise de poste : dès que possible

Salaire : Selon expérience, à partir de 3011 euros net/mensuel

- Frais de déplacements entre le pays d'origine et le pays de base (Sénégal) ;
- Cinq semaines de congés payés par an et système de jours de récupération pour les déplacements ;



- Couverture santé complémentaire et évacuation prises en charge par ALIMA pour l'employé et ses ayants droit.

Documents à envoyer: Pour postuler, merci de nous faire parvenir votre CV dans lequel vous mentionnez trois références, ainsi qu'une lettre de motivation, à candidature@alima-ngo.org avec en sujet la référence « Consultant/Expert en sécurité- Dakar».